UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE – MASTER 2 GRH – 2020/2021

ACTUALITÉS SOCIALES

Synthèse réalisée par François BERTELOOT et Andréa DANGIEN à partir du quotidien

LIAISONS SOCIALES

Du 08 au 14 Février 2021

CONDITIONS DE TRAVAIL (DURÉE, RUPTURE, CDD...)

<p>LS 09/02 Page 2</p>	<p>Deux nouveaux contrats de travail sont créés pour favoriser la recherche <i>L. no 2020-1674 du 24 décembre 2020, JO 26 décembre</i> Des activités de recherche pourront ainsi être confiées à de futurs doctorants ayant conclu un « contrat doctoral de droit privé », ou à des titulaires d'un doctorat dans le cadre d'un « contrat à objet défini de recherche ». Cette loi réintroduit, dans le Code du travail, le congé d'enseignement ou de recherche qui en avait été supprimé par erreur.</p>
<p>LS 08/02 Page 1</p>	<p>Preuve des heures supplémentaires : le salarié n'a pas à indiquer ses pauses dans son décompte <i>Cass. Soc., 27 janvier 2021, no17-31.046 FP-PRI</i> La jurisprudence relative au mécanisme de preuve partagée applicable en matière de contentieux en paiement d'heures supplémentaires apporte une clarification quant au degré de précision des éléments à apporter par le salarié devant le juge. La preuve de la prise des temps de pause incombe à l'employeur qui doit donc être en mesure d'apporter ses propres éléments de contrôle sur ce point.</p>
<p>LS 12/02 Page 4</p>	<p>L'employeur doit veiller à la santé et la sécurité des salariés exposés au froid <i>instr. intermin. N° DGS/VSS/VSS2/DGSCGC/DGT/DGOS/DGCS/SGMAS/2018/236 du 18 octobre 2018, NOR :</i> Le plan Grand froid a déjà été mis en place dans plusieurs départements français. Le communiqué de la DGT du 10 Février liste les risques encourus par les travailleurs exposés au froid et les moyens à mettre en œuvre pour les prévenir. La DGT rappelle qu'à défaut d'accord, la récupération de ces heures travaillées sous grand froid ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée du travail de plus d'une heure par jour, ni de plus de huit heures par semaine.</p>
<p>LS 11/02 Page 2</p>	<p>Le nombre de salariés en télétravail fin 2020 est le même que celui d'avant l'épidémie <i>Baromètre annuel 2021 sur le télétravail réalisé par le CSA pour Malakoff Humanis paru le 9 février 2021</i> Le nombre de salariés adoptant ce mode d'organisation du travail est revenu à celui d'avant la pandémie, en revanche, le nombre de jours télé-travaillés par salarié reste exceptionnellement élevé. La proportion de télétravailleurs souhaitant télé-travailler à l'issue de la crise est relativement élevée (86 %). La majorité des dirigeants (67 %) se disent favorables au déploiement du télétravail dans leur entreprise. Le bon équilibre entre travail à distance et travail au bureau se situerait, du côté des salariés comme des employeurs, entre un à trois jours de télétravail par semaine.</p>
<p>LS 9/2 p1</p>	<p>La Cour d'appel de Lyon refuse de reconnaître l'existence d'un contrat de travail entre Uber et un chauffeur <i>CA Lyon, 15 janvier 2021, no 19/08056</i> Elle indique que « la preuve de l'existence d'un contrat de travail incombe à celui qui s'en prévaut mais en présence d'un contrat de travail apparent, il incombe à celui qui invoque son caractère fictif d'en rapporter la preuve ».</p>
<p>LS 9/2 p2</p>	<p>Incompatibilité demande de réintégration et résiliation judiciaire <i>Cass. soc., 27 janvier 2021, no 19-21.200 F-P</i> Pour la demande de la résiliation judiciaire du contrat de travail et la nullité de licenciement au cours d'une même instance, le juge, qui constate la nullité du licenciement, ne peut faire droit à la demande de réintégration.</p>

ÉCONOMIE EMPLOI ET CHÔMAGE

<p>LS 08/02 Page 6</p>	<p>La définition des objectifs d'entrée en formation du plan « France relance » <i>Instr. DGEFP no 2021/24 du 20 janvier 2021</i> Le plan « un jeune, une solution » a programmé pour ces publics 100 000 entrées supplémentaires dans des parcours de formation qualifiante et pré-qualifiante, orientées vers les secteurs stratégiques et d'avenir. Un objectif de nombre d'entrées est fixé pour chaque région et doit donc être partagé de manière concertée entre les deux réseaux prescripteurs que sont Pôle emploi et les missions locales.</p>
<p>LS 09/02 Page 5</p>	<p>Les aides attribuées aux entreprises adaptées hors expérimentation sont revalorisées pour 2021 <i>Arr. du 1er janvier 2021, JO 5 février, NOR : MTRD2036586A</i> Le montant de l'aide au poste accordée aux entreprises adaptée pour l'emploi d'un travailleur handicapé est modulé pour tenir compte de l'impact du vieillissement des personnes. L'aide financière accordée aux entreprises adaptées au titre des travailleurs reconnus handicapés qui sont mis à disposition auprès d'un autre employeur en vue d'une embauche est aussi revalorisée. Ces deux aides sont versées mensuellement par l'Agence de services et de paiement et leur montant est proratisé pour un temps partiel.</p>
<p>LS 10/02 Page 4</p>	<p>Plan de relance européen : feu vert du Parlement français à une réforme budgétaire-clé Le Parlement français a approuvé, le 4 février, la réforme du budget de l'Union européenne permettant notamment à cette dernière de financer son plan de relance face à la crise de Covid-19, dont la France est le 3e bénéficiaire. Il permet à la France de ratifier l'accord de juillet 2020 réformant le cadre budgétaire de l'UE et lui permettant d'emprunter en commun pour financer les plans anti-crise des pays membres.</p>
<p>LS 12/02</p>	<p>De nouvelles modalités de prolongation des droits au chômage sont fixées par ordonnance <i>Ord. n° 2021-135 du 10 février 2021, JO 11 février</i></p>

Page 3	Désormais les demandeurs d'emploi épuisant leurs droits bénéficient d'une prolongation de la durée pendant laquelle l'allocation leur est versée, jusqu'au dernier jour du mois civil au cours duquel intervient la fin de l'état d'urgence sanitaire, désormais envisagée au 1er juin 2021, soit jusqu'au 30 juin 2021. Si la prolongation des droits est donc potentiellement maintenue jusqu'au 30 juin, le texte prévoit toutefois qu'un arrêté peut dorénavant intervenir pour interrompre, selon la situation sanitaire, ou de la reprendre en cas de nouvelles restrictions.
LS 12/02 Page 1	Activité partielle : deux ordonnances aménagent la modulation des taux <i>Ord. no2021-135 et no2021-136 du 10 février 2021, JO 11 février</i> La possibilité de moduler le taux de l'allocation d'activité partielle au profit des entreprises les plus touchées par la crise est prorogée jusqu'à fin 2021. Une seconde ordonnance, prévoit que les « secteurs protégés » ayant subi une très forte baisse de chiffre d'affaires bénéficieront d'un taux de prise en charge majoré du 1er mars au 30 juin 2021.
FORMATION	
LS 10/02 Page 3	La barre des 500.000 apprentis a été franchie en 2020 <i>Communiqué du ministère du Travail du 5 février 2021</i> Ce niveau record a été porté par l'aide temporaire à l'embauche d'apprentis, qui a notamment permis aux PME de maintenir le nombre de contrats conclus en leur sein. Cette aide prévoit une prime de 5 000 € pour l'embauche d'un apprenti mineur et de 8 000 € pour l'embauche d'un apprenti majeur, et devrait s'appliquer jusqu'au 31 mars 2021.
LS 08/02 Page 2	Les niveaux et critères de prise en charge du FNE-Formation renforcé de nouveau aménagés <i>Article L. 1233-3 du Code du travail</i> L'aide à la formation du Fonds national de l'emploi qui de base est prévue pour les entreprises ayant recours à l'APLD, s'ouvre aux entreprises en difficultés ayant recours à des licenciements pour cause économique (hors cessation d'activité). Pour être éligible, les actions doivent faire partie d'un plan de reconversion, de certification, apporter des compétences spécifiques dans le contexte du covid 19 ou d'anticipation des mutations. Le taux de prise en charge reste possible pour un maximum de 12 mois, mais dépendent dorénavant de la situation de l'entreprise et de ses effectifs.
RELATIONS SOCIALES (DROIT SYNDICAL ; IRP ; CONVENTIONS ET ACCORDS)	
LS 09/02 Page 1	L'accord relatif au comité de groupe antérieur à la mise en place du CSE continue de s'appliquer <i>Cass. Soc., 27 janvier 2021, no 19-24.400 F-PI</i> Les accords mis en place par des comité de groupe peuvent continuer d'être appliqué si, lorsqu'une clause de ces accords se réfère aux termes "comité d'entreprise", "délégation unique du personnel", "délégué du personnel" ou "comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail", il y a lieu d'y substituer les termes de "comité social et économique".
LS 10/02 Page 1	Le temps de trajet des IRP peut ouvrir droit au paiement d'heures supplémentaires <i>Cass. Soc., 27 janvier 2021, no 19-22.038 F-P</i> Le temps de trajet des représentants du personnel, pris en dehors de l'horaire normal de travail et effectué en exécution des fonctions représentatives, doit être pris en compte pour déterminer l'existence, le cas échéant, d'heures supplémentaires donnant lieu à majorations. Seule la part dépassant le temps normal de trajet domicile-travail est payée comme du travail effectif. Le trajet correspondant à la durée normale n'ouvre pas droit à un traitement similaire.
SPÉCIAL SITUATION SANITAIRE : COVID	
LS 11/02 Page 4	L'état d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 1er juin. <i>Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire, définitivement adopté par l'Assemblée nationale le 9 février 2021</i> L'Assemblée nationale a en effet adopté en lecture définitive le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1er juin 2021. Le texte qui doit maintenant être publié proroge également le régime juridique lié à l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 décembre 2021. Ce cadre juridique autorise le Premier ministre à prendre, par décret, des mesures générales visant notamment à restreindre la mobilité des citoyens, à fermer certains établissements ou encore à limiter ou interdire les rassemblements.
LS 10/02 Page 2	Covid-19 : les règles de fonctionnement des restaurants d'entreprise sont actualisées <i>Fiche Covid-19 du ministère du Travail, mis à jour le 4 février 2021.</i> Lorsque le port du masque est impossible, l'employeur doit notamment veiller au respect d'une distance physique de deux mètres. Les employés et les convives des restaurants d'entreprise ont l'obligation de porter des masques grand public dont la filtration est supérieure à 90 % (catégorie 1) ou chirurgicaux. Il est toujours possible de partager un déjeuner, mais dans la limite est de quatre personnes.
LS 12/02 Page 3	Les missions des services de santé au travail dans la lutte contre la Covid-19 sont prolongées <i>Ord. N° 2020-1502 du 2 déc. 2020</i> Les prérogatives exceptionnelles octroyées aux services de santé au travail dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 sont finalement maintenues jusqu'au mois d'août 2021. Sont concernées la faculté de report des visites médicales, la prescription d'arrêts de travail ou encore la participation à la politique de prévention contre la Covid-19.
LS 11/02 Page 1	La ministre du Travail invite les branches dans lesquelles le télétravail est en baisse à se remobiliser <i>Réunions OS patronales et salariées du 8 février 2021</i> Le gouvernement n'a de cesse de le rappeler : tout salarié dont le poste est « télé-travaillable » doit être placé en télétravail. Pourtant, selon les derniers chiffres, le recours à ce mode d'organisation du travail s'est érodé depuis novembre dans certains secteurs. La ministre a annoncé un renforcement des contrôles de l'inspection du travail.